



Université Cheikh Anta Diop de Dakar
Laboratoire d'Analyse des Politiques de Développement



ACTES DE LA CONFÉRENCE ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE DE DAKAR (CEID)

*Améliorer le ciblage des politiques publiques pour une économie solide,
inclusive et génératrice d'emplois décents en Afrique*

Université Cheikh Anta Diop de Dakar – Sénégal, 2 et 3 mai 2023

UN PLAIDOYER POUR INTÉGRER L'ÉDUCATION FINANCIÈRE DANS LES CURRICULA NATIONAUX AFIN D'ARRIVER À DES COMPORTEMENTS ET CHOIX FINANCIERS AVERTIS CHEZ LES – JEUNES – ADULTES

Mariama Mary FALL, Spécialiste Suivi-Évaluation, Recherche et Apprentissage, Aflatoun International – Amsterdam, Pays-Bas

RÉSUMÉ : L'amélioration de l'éducation financière n'est pas seulement nécessaire dans les contextes des pays dits en développement, elle est critique et importante pour les populations, quels que soient leur âge ou leur niveau d'éducation. En fait, plus tôt les enfants et les jeunes seront initiés à l'éducation financière, plus nous pourrons espérer voir une génération d'adultes faisant des choix financiers avertis pour eux, leurs familles, et en définitive, l'économie de leurs pays. C'est pourquoi, dans le cadre de ce travail, nous nous intéressons à la question de l'intégration nationale de l'éducation financière dans les programmes scolaires des pays. L'objectif d'une telle politique publique est de préparer des citoyens dotés d'une intelligence financière solide ; des citoyens contribuant activement à leur économie, tout en mettant leurs familles à l'abri de conséquences de mauvaises décisions financières ayant généralement un impact sur le moyen et le long terme. Pour ce faire, nous comptons partager les résultats d'une revue documentaire menée par Aflatoun International et portant sur l'intégration de l'éducation financière, l'éducation aux compétences de vie et l'éducation à l'entrepreneuriat dans les programmes nationaux couvrant 214 pays. Nous nous baserons sur cet état des lieux pour faire un plaidoyer à l'endroit des décideurs politiques et éducatifs pour l'introduction de l'éducation financière à l'école. Nous prendrons le soin de décrire des approches de l'intégration nationale qui existent déjà afin de la « démystifier ».

MOTS-CLÉS : Éducation financière ; intégration nationale; croissance socio-économique durable ; politique nationale et régionale.¹

¹ Les idées et opinions exprimées dans ce texte n'engagent que l'auteur et ne représentent pas nécessairement celles d'Aflatoun International ou de ses partenaires.

Les idées et opinions exprimées dans les textes publiés dans les actes de la CEID n'engagent que leurs auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de l'UCAD ou de ses partenaires. Aussi, les erreurs et lacunes subsistantes de même que les omissions relèvent de la seule responsabilité des auteurs.

Introduction

L'énoncé même de la présente conférence économique de Dakar 2023 lié à l'impact majeur de la pandémie de COVID-19 sur l'économie et sur les populations partout dans le monde fait état d'inégalités et de pauvreté préexistantes exacerbées. Dans plusieurs pays, les populations les plus fragiles et les plus marginalisées ont été le plus durement touchées. Les mesures de confinement et de distanciation sociale ont effectivement entraîné d'importantes pertes d'emplois dans la majorité des secteurs. La vulnérabilité du secteur informel a été particulièrement mise en exergue. Toujours selon l'énoncé, ce secteur qui constitue la principale source d'emplois dans de nombreux pays, notamment en Afrique, offre peu de sécurité, de protection sociale et d'accès aux soins de santé, voire aucune. Par ailleurs, en Afrique subsaharienne, l'impact de la pandémie a été plus important sur l'activité économique et le niveau de vie des populations à cause des ressources limitées dont disposent les gouvernements pour soutenir les travailleurs et les entreprises, l'absence d'un filet de sécurité, le poids prédominant du secteur informel et la difficulté de cibler les personnes qui ont le plus besoin d'aide.

Ces constats avancés par l'énoncé de la conférence rejoignent nos inquiétudes mais surtout nos perspectives liées à des politiques publiques qui pourraient atténuer certains chocs économiques, sociaux, politiques ou de toute autre nature. Lesdites inquiétudes et perspectives concernent l'éducation sociale et financière des enfants et des jeunes de l'Afrique subsaharienne, particulièrement les populations des huit pays de la zone de l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA). En effet, si l'amélioration de l'éducation financière est nécessaire dans les contextes des pays en développement, elle est encore plus critique et importante pour la zone UEMOA dans laquelle le paysage des produits et services financiers et l'entrepreneuriat évoluent rapidement.

En effet, les tendances actuelles montrent un grave manque de connaissances des populations en éducation financière dans la région, indépendamment du niveau intellectuel, de l'âge ou du genre. Les mauvais comportements en termes de gestion de l'argent en sont les conséquences directes tandis que le manque de sensibilisation, les lourds poids culturels et religieux font partie des raisons de cette faible culture financière.

Au vu de l'importance du sujet pour les individus et les économies, l'UEMOA fait état de priorités et recommandations en matière d'éducation financière qui visent à faciliter la promotion des connaissances et compétences financières des jeunes et des populations vulnérables. Une telle promotion devrait réduire la pauvreté et assurer une croissance socio-économique durable de ses pays à travers des emplois décents incluant l'entrepreneuriat, en plus de renforcer l'efficacité du marché financier.

Dans le cadre de ce travail, nous nous intéressons particulièrement à la question de l'intégration nationale de l'éducation financière (EF) dans les programmes scolaires des pays. Une telle intégration permettra de former toutes les populations scolarisées (niveau primaire, secondaire et universitaire) en éducation financière, selon leur âge et leur niveau. L'objectif d'une telle politique publique serait donc de préparer des citoyens dotés d'une intelligence financière solide ; des citoyens contribuant activement à leur économie, tout en mettant leurs familles à l'abri de conséquences de mauvaises décisions financières ayant généralement un impact sur le moyen et long terme.

Notre travail sera articulé autour de trois points essentiels : (1) la définition de quelques concepts liés à l'EF et une mise en contexte de notre travail, (2) un état des lieux basés sur une revue de la

littérature menée par Aflatoun International², et enfin (3) l'importance de politiques publiques pour une intégration nationale effective.

1. MISE EN CONTEXTE ET DÉFINITIONS

Dans cette section, nous traiterons des différentes définitions de l'éducation financière, selon différents contextes et zones géographiques, ainsi que la définition sommaire d'autres concepts tels que les compétences de vie, l'inclusion financière et l'éducation à l'entrepreneuriat. L'intégration nationale de l'éducation financière - dans les curricula nationaux - fera l'objet d'une définition plus poussée.

Avant cela, il nous semble important de mettre en contexte le travail d'Aflatoun International, et son lien avec le thème de l'importance des politiques publiques. En effet, les forts taux de chômage, la difficulté pour les jeunes, même diplômés, à intégrer le milieu du travail, le manque de culture et d'inclusion financière des populations dans plusieurs parties du monde, sont autant de freins au développement qui justifient le travail d'Aflatoun International².

1.1. Mise en contexte

Aflatoun International est une organisation non gouvernementale dont la mission est de garantir l'accès à une éducation sociale et financière de qualité, inclusive et centrée sur l'enfant pour tous les enfants et les jeunes du monde, en particulier les plus vulnérables (Aflatoun, 2005). L'objectif majeur d'Aflatoun est de leur fournir les compétences, les connaissances et les outils nécessaires pour participer et prospérer dans leurs communautés. Aflatoun propose ses programmes via un modèle de franchise sociale, transférant ainsi la propriété de ses programmes à environ 345 partenaires locaux dans plus de 100 pays. Aflatoun contribue ainsi à l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) 1 (Pas de pauvreté) – 4 (Éducation de qualité) – 5 (Égalité entre les sexes) – 8 (Travail décent et croissance économique) – 16 (Paix, justice et institutions efficaces).

Par ailleurs, Aflatoun International dispose d'un corps d'évaluations de 102 rapports axés sur l'éducation sociale et financière (ESF) et possède une vaste expérience dans la réalisation de recherches sur laquelle s'appuyer. Un des objectifs primordiaux d'Aflatoun est d'intégrer l'ESF dans les programmes d'éducation nationale et l'impact se mesure au niveau financier, social et éducatif. En effet, les enfants qui apprennent l'éducation financière ont un désir accru de créer des entreprises.

Selon Bomda (2016), dans sa philosophie, Aflatoun International porte un concept, un mouvement et un programme qui, dans l'esprit de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant et des Objectifs de développement durable (ODD), entendent aider les enfants de 6 à 14 ans à devenir acteurs du changement et à briser la chaîne de la pauvreté. Cela se fait à travers des activités telles que :

- L'étude de leurs droits et devoirs en classe ou en séance de club ;
- L'implication dans des activités d'épargne ;
- La pratique d'activités entrepreneuriales.

Grâce à la promotion de la culture de la responsabilité et du sens du contrôle, Aflatoun permet l'acquisition et le développement d'un esprit proactif et curieux chez les enfants ainsi que des compétences pratiques qui les autonomisent socialement et financièrement. Ces compétences utiles tout au long de la vie les préparent à être actifs et à contribuer positivement à leurs communautés.

1.2. Définitions

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) définit l'**éducation financière** comme *“le processus par lequel un individu améliore sa connaissance des produits, concepts et risques financiers et acquiert au moyen d'un enseignement les compétences et la*

2. Aflatoun International est une ONG basée aux Pays-Bas qui propose une éducation sociale et financière aux enfants et aux jeunes du monde entier. Les programmes sont conçus pour différents groupes d'âge et peuvent être adaptés aux besoins locaux et à des circonstances spécifiques. Pour plus d'informations : www.aflatoun.org

confiance pour prendre des initiatives efficaces pour améliorer son bien-être financier » (OCDE, 2005). L'éducation financière est aussi définie comme l'éducation des apprenants sur ce qui est à leur disposition, ainsi que sur les produits et services qu'ils peuvent utiliser au cours de leur vie pour améliorer leur situation de vie. Cela comprend les produits bancaires, d'épargne et d'assurance disponibles et l'éducation relative à des sujets tels que la budgétisation et l'imposition de base sur les salaires.

La Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) la définit comme « *un service non financier qui consiste à informer, sensibiliser et former les consommateurs de produits et services financiers sur les concepts financiers de base, dans le but d'améliorer leurs connaissances, en vue de faire des choix avisés en matière financière à chaque étape de leur vie* » (BCEAO, 2020).

Les **compétences de vie** sont définies par l'UNICEF (2019) comme des capacités psychosociales pour un comportement adaptatif et positif qui permettent aux individus de faire face efficacement aux exigences et aux défis de la vie quotidienne. Elles sont généralement regroupées en trois grandes catégories : compétences cognitives pour analyser et utiliser l'information, compétences personnelles pour développer une agence personnelle et se gérer, et compétences interpersonnelles pour communiquer et interagir efficacement avec les autres.

Les programmes de compétences de vie chercheraient ainsi à renforcer la capacité des individus à prendre des décisions et / ou des mesures qui ont un impact positif sur leur vie et celle de ceux qui les entourent.

L'**inclusion financière** a été considérée comme une manière pour les organisations financières de veiller à ce que les produits et les informations soient disponibles pour la population, en particulier les jeunes, de manière à ce qu'ils puissent mieux comprendre comment utiliser ces produits dans leur vie. Les stratégies d'inclusion financière visent à développer des produits adaptés aux besoins de la population de chaque pays et sont souvent élaborées par une unité financière du pays telle que les banques centrales (Kouet Bi et Cherkaoui, 2021).

L'**éducation à l'entrepreneuriat** telle que définie par l'UNESCO est, quant à elle, « *un ensemble d'enseignements formalisés qui informe, forme et éduque toute personne intéressée à participer au développement socio-économique par le biais d'un projet visant à promouvoir la sensibilisation à l'entrepreneuriat, la création d'entreprise ou le développement de petites entreprises* » (UNESCO, 2021). L'éducation à l'entrepreneuriat, d'autre part, est généralement conçue de manière plus large, cherchant à favoriser l'estime de soi et la confiance en s'appuyant sur les talents et la créativité de l'individu, tout en développant les compétences et les valeurs pertinentes qui aideront les apprenants à développer leurs activités. Les méthodologies sont basées sur l'utilisation d'activités de planification personnelle, comportementale, motivationnelle et de carrière.

1.3. Définition et approches de l'intégration nationale

Sur la base de ces différentes définitions, nous voulons mettre en avant celle de l'intégration nationale.

1.3.a. Définition

L'intégration nationale signifie tout simplement l'intégration de l'éducation financière dans les systèmes scolaires nationaux. Elle peut signifier une inclusion, une intégration ou une révision significative du contenu de l'éducation sociale et financière et des objectifs d'apprentissage, développés par Aflatoun, d'un programme pédagogique national d'un pays. L'intégration nationale est censée mener à un changement de système et doit intégrer certains éléments : le contenu/programme d'enseignement; la pédagogie et la formation.

Pour Aflatoun, l'intégration nationale est à la fois un moyen et une fin : elle est un moyen d'élargir l'accès à l'ESF pour tous les enfants et les jeunes – scolarisés-, bien que les gouvernements nationaux soient responsables de l'éducation publique et aient l'impact le plus large. Elle garantit la pérennité de l'offre d'ESF en tant que thématique transversale. Cependant, il importe de noter qu'en dehors de la complexité socio-économique et politico-économique d'un pays donné, l'intégration nationale est un « marathon ». Il faut du temps pour construire la relation avec les parties prenantes et concrétiser le processus d'élaboration du curriculum.

Les questions de savoir quelles valeurs, et comment ces valeurs devraient être incorporées dans le programme sont partagées par de nombreuses parties à l'intérieur et à l'extérieur du système éducatif. L'utilisation de résultats d'un projet pilote ou d'une évaluation d'impact peuvent grandement aider mais il faut surtout viser un alignement sur les priorités nationales/sous-nationales/régionales. En définitive, lorsque l'éducation sociale et financière peut renforcer un programme national existant ou futur, l'adhésion des gouvernements est plus facile à obtenir (Vehuliza, 2019).

1.3.b. Les différentes approches

Il n'existe pas d'approche unique pour intégrer le curriculum, compte tenu des différentes formes de curriculum selon les pays. Certains pays ont un programme très spécifique et détaillé, tandis que pour d'autres, le programme n'est rien de plus qu'un cadre général permettant aux écoles de sélectionner le contenu le plus approprié. La décision dépend fortement de la structure nationale/régionale du système éducatif et du programme général. Il reste important de noter que le changement de programme peut être coûteux et fortement influencé par la situation de l'économie et la politique d'un pays. Le système éducatif fait partie d'un écosystème plus vaste, tandis que le processus d'intégration du curriculum lui-même est influencé par un écosystème plus large qui n'est pas nécessairement au sein du système éducatif. Divers groupes ont des intérêts différents dans un programme, entre autres, les parents, le secteur privé, les politiciens.

L'intégration nationale telle que conçue par Aflatoun International comprend cinq approches. Ces cinq approches comprennent l'infusion ; la révision des manuels scolaires; la matière unique ou séparée; la formation des enseignants et l'approche co-curriculaire. Chaque approche est brièvement définie ci-dessous :

1. **Infusion** : elle consiste à ajouter des thèmes et des sujets d'éducation sociale et financière dans plusieurs matières du programme scolaire, à des degrés divers. Cette approche suppose que différents modules seront traités par différents enseignants, dans des matières différentes. Cette méthode peut poser des difficultés au niveau de l'évaluation des apprenants.

2. **Manuel scolaire** : cette approche implique la révision de manuels scolaires déjà existants, de matières identifiées pour y inclure des contenus spécifiques en ESF.

3. **Matière unique / séparée** : on vise ici l'intégration de l'ESF au programme scolaire sous forme de matière dédiée. Cette approche suppose un volume horaire et un matériel didactique (manuel ou autre) spécifiques à l'ESF. Cette approche peut potentiellement être plus coûteuse pour certains États car elle engendre des coûts supplémentaires pour la formation des enseignants, le paiement d'horaires supplémentaires, etc. Elle représente aussi, selon certains, une matière de plus, et donc une surcharge pour les apprenants. Cependant, beaucoup trouvent cette approche plus pragmatique et plus démonstrative de l'importance de l'ESF en tant que discipline.

4. **Formation des enseignants** : cette approche incite à former les enseignants aux concepts de l'ESF, puis de les laisser déterminer comment intégrer lesdits concepts dans le programme en suivant les manuels des enseignants.

5. **Discipline co-curriculaire** : cette approche implique une mise en œuvre de l'ESF par le biais d'activités parascolaires dispensées en dehors du programme formel ou peut signifier "loger" l'ESF dans une matière déjà existante dans le programme scolaire mais que l'on souhaiterait renforcer avec des contenus en ESF (exemples : matières comme "éducation civique et morale", "éducation aux droits de l'homme et à la citoyenneté mondiale", ou "économie et vie familiale").

2. ÉTAT DES LIEUX SELON LA REVUE DE LITTÉRATURE

À l'automne 2022, Aflatoun a mené une recherche documentaire globale sur l'inclusion de l'éducation financière, de l'éducation aux compétences de vie et de l'éducation à l'entrepreneuriat dans les programmes nationaux dans 214 pays. Le but de la recherche était de mieux comprendre l'état de l'éducation sociale et financière en tant que partie intégrante des programmes d'éducation des gouvernements. Cette revue documentaire globale est conforme à la stratégie 2022-2026 d'Aflatoun visant à impliquer les gouvernements nationaux et les agences bilatérales et multilatérales dans au moins 60 pays pour l'intégration nationale de l'ESF dans les curricula nationaux. La base de données constituée représente un point de collecte centralisé pour l'ESF et la stratégie d'inclusion financière à l'échelle mondiale, en se concentrant sur le programme national proposé par le ministère responsable de l'éducation au sein du gouvernement de chaque pays.

La base de données détaille les stratégies et les programmes en place dans chaque pays du monde. Elle comprend non seulement le programme d'études géré par l'État, mais également les prestataires alternatifs dans chaque pays, en particulier en l'absence de programmes gérés par l'État. Ces prestataires comprennent des institutions gouvernementales et des organismes nationaux du pays, des organisations caritatives régionales ou internationales, des organisations non gouvernementales (ONG), ainsi que les entreprises du secteur privé.

Avant le lancement de cette recherche documentaire, plusieurs auteurs avaient déjà avancé que la littératie financière s'était révélée être un déterminant crucial de l'accumulation d'actifs (Lusardi et Mitchell 2014, Lusardi, Mitchell et Michaud 2017). Globalement, les femmes affichent des niveaux de littératie financière inférieurs à ceux des hommes et ont moins confiance en leurs connaissances financières (Bucher-Koenen et al. 2017 ; Klapper et Lusardi 2020).

Méthodologie de la recherche documentaire

Une équipe de chercheurs a été engagée pour examiner l'ESF dans chaque pays et États autonomes reconnus à travers le monde. Par souci de cohérence, au-delà de la recherche du ministère de l'Éducation du pays concerné, les chercheurs ont cherché des stratégies et des plans de discussion pertinents à partir des ressources nationales appropriées. Les chercheurs ont également fait référence aux données de l'UNICEF, de l'UNESCO et de la Banque Mondiale. Les recherches ont été menées sur la base d'un ensemble standard de mots et d'expressions clés dans tous les pays concernés. En plus des programmes gouvernementaux, l'équipe a recherché des agences multilatérales et régionales fournissant des compétences de vie et une éducation financière. Les programmes de l'organisation identifiée entièrement inclusifs de la population ont été considérés comme service principal pour le pays. Aux fins de l'enquête, les programmes de compétences de vie ont été adaptés à partir d'une définition plus longue de l'OMS et de l'UNICEF.

Limites

Lorsque peu d'informations ont été trouvées en ligne concernant le programme national, les chercheurs ont dû évaluer la disponibilité des programmes gouvernementaux d'ESF en utilisant les sources alternatives mentionnées. Dans ces cas, les chercheurs ont fait de leur mieux pour présenter un état précis de l'ESF dans le pays, mais avec un accès limité à l'information. Les chercheurs ont travaillé en utilisant les langues arabe, anglaise, française, espagnole, portugaise et russe. Les informations trouvées dans d'autres langues n'ont pas été incluses. L'accès en ligne aux stratégies d'ESF spécifiques à chaque pays variait énormément. Certains pays avaient l'intégralité du programme en ligne avec un accès facile vers les stratégies et les cours disponibles. D'autres pays publient très peu en ligne. Cela ne signifiait pas nécessairement une absence de structure ou de cours, mais les chercheurs étaient tenus de puiser des informations auprès de sources alternatives telles que des articles de presse, des rapports de conférence et des études universitaires / scientifiques.

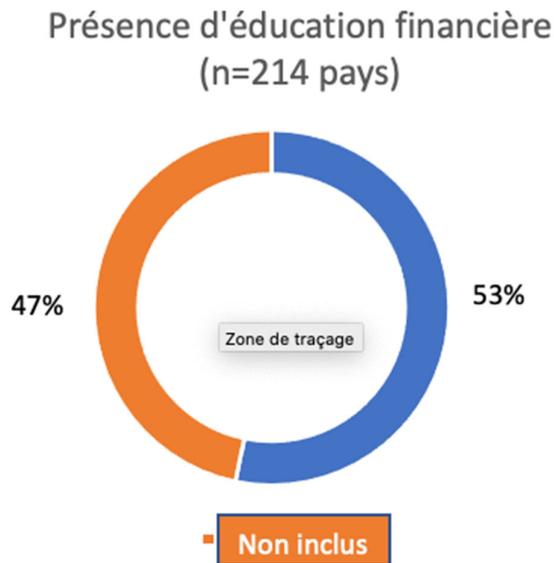
Résultats

Pour résumer ces résultats sans mettre de gants, l'éducation financière et les taux d'alphabétisation pourraient être améliorés, et ce, pas seulement dans les pays dits moins avancés. Les pays et régions autonomes qui proposent une forme ou une autre d'ESF dans leur programme scolaire ne proposent pas toujours des cours ou classes spécifiques dans le programme national mais des concepts compris

dans les cours comme l'éducation civique, la santé ou un programme d'apprentissage de la petite enfance (Capal et al., 2022).

Dans l'ensemble, chaque module se trouve dans un peu plus de la moitié des pays :

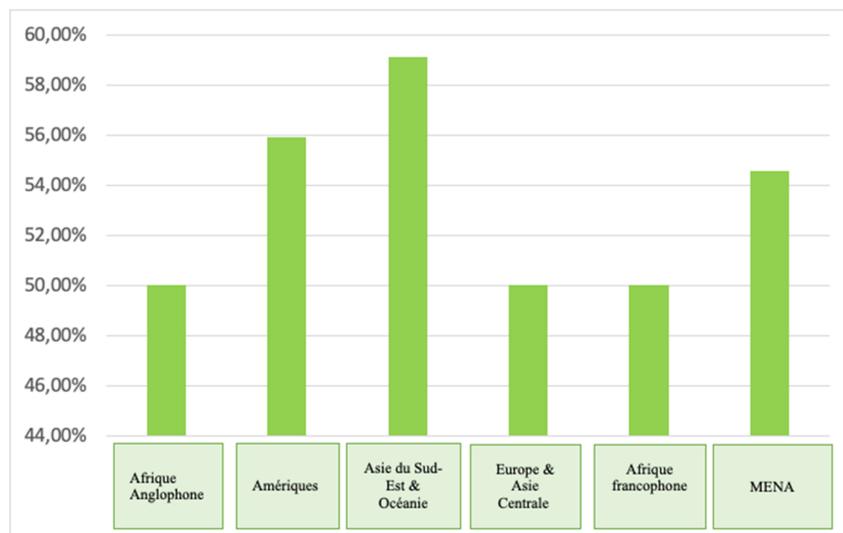
- 53 % des pays ont un plan d'éducation financière ;
- 55 % incluent les compétences de vie ; et
- 52 % des pays incluent la formation à l'entrepreneuriat dans une certaine mesure.



Graphique 1 : Présence d'éducation financière dans les 214 pays recensés

Les pays inclus ont été divisés en six régions : l'Afrique francophone ; l'Afrique anglophone ; les Amériques ; l'Asie du Sud-Est et l'Océanie ; l'Europe et l'Asie Centrale et le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA).

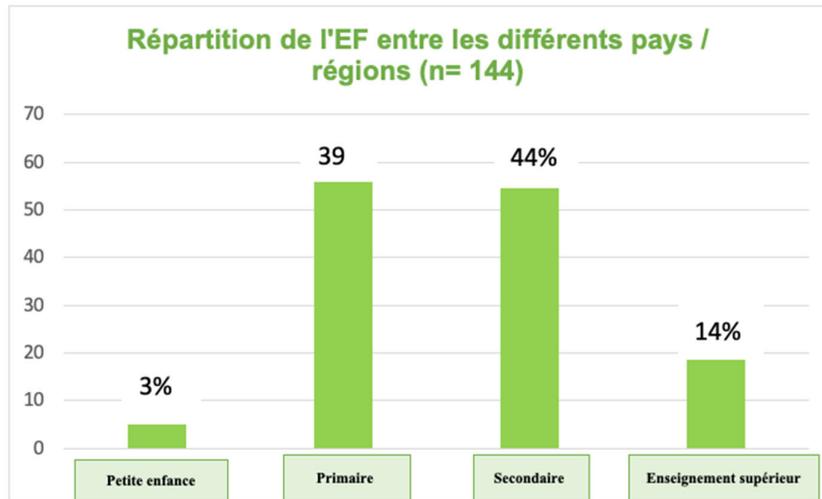
Inclusion (%) de l'éducation financière par région (n= 114)



Graphique 2 : Inclusion en pourcentage de l'éducation financière par région (114 pays)

La répartition parmi les groupes d'âge dans les pays qui incluaient l'éducation financière a également été étudiée : lorsqu'elle est disponible, l'éducation financière semble être enseignée principalement dans les systèmes scolaires primaires et secondaires. En outre, le processus de

recherche a fourni un niveau d'évaluation supplémentaire pour les stratégies d'éducation financière : alors que 53 % des pays avaient une stratégie d'éducation financière, seuls 35 % des pays avaient une stratégie d'inclusion financière. Généralement, les activités d'inclusion financière étaient mises en œuvre par les banques centrales des États / régions.



Graphique 3 : Répartition de l'éducation financière entre les différents pays / régions (144 pays)

La recherche documentaire a aussi montré qu'environ 50 % des pays disposent de stratégies et/ou d'une éducation financière continue. Ces résultats sont similaires aux résultats sur les niveaux réels de littératie financière du Programme international pour le suivi des étudiants (PISA) de l'OCDE.

En moyenne, l'enseignement des compétences pour la vie a eu tendance à être l'ajout le plus populaire aux programmes nationaux d'éducation et de formation des six régions à l'étude, probablement en raison de sa définition large et de son applicabilité à de multiples dimensions et niveaux d'éducation. Cependant, l'Afrique francophone et les Amériques étaient les deux exceptions à cette règle. Les emplacements dans ces deux régions offraient une proportion beaucoup plus élevée en éducation financière qu'en éducation aux compétences de vie.

Au sein de l'Afrique francophone, 72 % des 18 pays étudiés proposaient l'ESF dans le cadre de leur programme d'enseignement national. Une couverture aussi importante de l'ESF dans la région de l'Afrique francophone peut être largement attribuée au fait que de nombreuses initiatives soient encore en cours de développement. L'éducation à l'entrepreneuriat est particulièrement populaire dans la région, avec 55% des pays qui l'enseignent dans leur programme national. En revanche, l'enseignement des compétences pour la vie n'est pas aussi répandu, avec seulement 23 % des pays qui l'enseignent dans leur programme. Cela représente une opportunité importante de renforcer les capacités et de développer des programmes de compétences de vie en partenariat avec diverses parties prenantes dans les pays africains francophones.

Dans cette région spécifique mais aussi bien au-delà, certains des risques et défis qui ont émergé de la revue documentaire comprenaient des problèmes tels que : les infrastructures ; les pénuries de matériaux; une formation inadéquate des enseignants (en particulier dans certains pays où l'ESF n'a pas été enseignée auparavant et où les enseignants ne connaissent pas les concepts) ; le faible taux de fréquentation scolaire des enfants et faibles niveaux d'alphabétisation, les déplacements forcés de populations dûs aux conflits ou à l'insécurité.

3. IMPORTANCE DE POLITIQUES PUBLIQUES TENDANT VERS L'INTÉGRATION NATIONALE

À la lumière de la revue documentaire extensive menée, mais aussi suite à de nombreux constats allant dans le même sens, nous jugeons urgent l'introduction de politiques publiques visant l'intégration de l'EF dans les curricula nationaux. Ce plaidoyer s'adresse particulièrement aux

décideurs et dirigeants des huit pays de l'UEMOA, afin de soutenir les efforts menés dans ce sens, notamment par la BCEAO. Notre plaidoyer pour des politiques publiques prévoyant l'intégration nationale de l'ESF dans les programmes scolaires de la région s'appuie, pour ce travail, sur les travaux de Mundy (2008) concernant les programmes d'éducation financière dans les écoles. Ces travaux ont porté sur l'analyse de certains programmes actuels et une ébauche de recommandations pour des pratiques optimales.

Mundy (2008) avance que jusqu'à récemment, peu de gens comprenaient le concept de littératie financière ou pourquoi des améliorations étaient nécessaires. Cependant, dans de nombreux pays aujourd'hui, les parties prenantes concernées reconnaissent de plus en plus les conséquences - pour la société comme pour les individus - d'un faible niveau de littératie financière. Un certain nombre d'initiatives sont en cours pour tenter d'améliorer la situation actuelle mais il reste beaucoup à faire. Des stratégies à grande échelle sont nécessaires pour relever les niveaux actuels de capacité financière. Dans ces stratégies, les programmes d'éducation financière destinés aux élèves et aux étudiants ont un rôle essentiel à jouer.

Pour l'auteur, dans un monde où l'on attend de plus en plus des consommateurs qu'ils assument la responsabilité de la gestion de leurs finances et où l'éventail et la complexité des choix auxquels les consommateurs sont confrontés ne cessent de croître, il est important que les gens soient en mesure de prendre des décisions judicieuses concernant leur argent. Cependant, de nombreuses personnes n'ont pas les compétences ou les connaissances nécessaires pour le faire. Des programmes d'éducation financière efficaces peuvent aider à donner aux gens les compétences, les connaissances et la confiance dont ils ont besoin pour bien gérer leur argent.

Depuis les années 2000, l'OCDE est devenue un chef de file international dans le domaine de l'éducation financière, faisant la promotion de la nécessité d'une éducation financière et aidant à établir des normes pour celle-ci. L'OCDE a publié la première grande étude sur l'éducation financière au niveau international en 2005. Ce rapport, « *Améliorer la littératie financière : Analyse des enjeux et des politiques* », a identifié et analysé des enquêtes sur la littératie financière dans les pays membres de l'OCDE, soulignant les changements économiques, démographiques et politiques qui rendent l'éducation financière de plus en plus importante. Le rapport décrivait également les divers programmes d'éducation financière proposés dans les pays de l'OCDE, fournissait une évaluation de leur efficacité et suggérait des mesures que les décideurs pourraient prendre pour améliorer l'offre d'éducation financière.

En 2005, les gouvernements de l'OCDE ont également adopté une recommandation sur les principes et bonnes pratiques d'éducation et de sensibilisation financières. L'un des principes clés est que « l'éducation financière devrait commencer à l'école... Les gens devraient être éduqués sur les questions financières le plus tôt possible dans leur vie. »

3.1. Intégration de l'éducation financière dans le programme scolaire : l'EF devrait-elle être obligatoire?

Comme l'a montré la revue documentaire, dans certains États ou pays, l'éducation financière est une partie obligatoire du programme scolaire, c'est-à-dire que les écoles sont tenues par la législation de dispenser une éducation financière. Dans un certain nombre de pays, les écoles sont libres de dispenser ou non une éducation financière et, le cas échéant, de décider comment s'y prendre. Dans certains de ces pays, une proportion importante d'écoles dispense une certaine éducation financière, mais la quantité et le contenu peuvent varier considérablement. Dans certains pays, le gouvernement encourage les écoles - par exemple, par le biais de l'orientation - à dispenser une éducation financière.

L'intérêt de rendre l'éducation financière obligatoire est qu'il s'agit du moyen le plus sûr d'assurer son inclusion dans les horaires scolaires : étant donné que, généralement, les programmes sont déjà surchargés, il peut être difficile de garantir un espace pour l'éducation financière à moins qu'elle ne soit rendue obligatoire. L'éducation financière peut être rendue obligatoire en tant que matière autonome ou dans le cadre d'autres matières pertinentes. Dans les deux cas, cependant, rendre une matière obligatoire ne se traduit pas nécessairement par un enseignement et un apprentissage de haute

qualité. Même dans les pays ou États où l'éducation financière est obligatoire, sa prestation a tendance à être inégale.

Nous préconisons ainsi que chaque pays qui compte introduire des concepts d'ESF dans son programme national puisse choisir la ou les approche(s) définies dans la première partie de ce travail, pour une intégration nationale proche de ses réalités en termes de besoins mais surtout de faisabilité, de mise en œuvre, car les retombées positives d'une telle éducation dès le bas âge ne sont plus à prouver. Rendre obligatoire l'ESF à l'école et l'université serait non seulement un moyen de toucher une très grande frange de la population appelée à devenir des « consommateurs » dans un futur plus ou moins proche selon l'âge, mais cela permettra surtout de changer des comportements et des mentalités qui ne seront pas transportées à l'âge adulte. Par ailleurs, un autre avantage majeur est que les enseignants qui enseignent l'ESF ont également toutes les chances d'améliorer leurs comportements et choix financiers et seront plus enclins à prendre des mesures protectrices telles que l'épargne ou la souscription à des produits d'assurance, ce qui n'est point courant dans les pays dits en développement, y compris dans l'UEMOA.

3.2. Un Enjeu particulier pour la zone UEMOA

L'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) est une union économique et monétaire qui réunit huit pays : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. L'Union couvre une superficie de 3.509.600 km² et compte environ 117,6 millions d'habitants. La population adulte représente environ 65,2 millions d'habitants et la monnaie commune est le Franc CFA.

Selon la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), dans l'UEMOA, la question de l'éducation financière est d'autant plus cruciale que plus des 2/3 de la population vivent en milieu rural et près de 45% des adultes ne sont pas alphabétisés. C'est pourquoi les autorités de l'Union ont fait de cette problématique, un des piliers essentiels de développement de l'inclusion financière. Cette volonté transparait à travers la Stratégie régionale d'inclusion financière, dont le plan d'action prévoit, en son axe n°4 intitulé « Renforcer l'éducation financière et la protection du client des services financiers », l'élaboration d'un programme régional d'éducation financière (PREF). A travers ce Programme, la BCEAO veut se donner les moyens d'atteindre l'objectif, clairement défini dans la stratégie régionale, d'inclure financièrement 75% de la population adulte dans l'UEMOA (BCEAO, 2020).

L'implication de la BCEAO dans l'éducation financière a également pour objectif de faire mieux comprendre aux usagers des services financiers, les dispositions prises pour assurer leur protection contre les risques induits par l'utilisation des services financiers. L'ambition du Programme Régional d'Éducation Financière (PREF) est donc de « donner aux populations de l'UEMOA les connaissances requises en matière d'éducation financière, afin de leur permettre de faire des choix éclairés et de prendre des décisions averties en toute connaissance de cause. » (BCEAO, 2020).

Les tendances actuelles montrent un grave manque de connaissances des populations en éducation financière dans la région, indépendamment du niveau intellectuel, de l'âge ou du genre. Les mauvais comportements en termes de gestion de l'argent en sont les conséquences directes tandis que le manque de sensibilisation, les lourds poids culturels et religieux font partie des raisons de cette faible culture financière.

À travers sa Stratégie Régionale d'Inclusion Financière, la BCEAO est entièrement engagée, au plan politique et financier. Sa stratégie se décline en cinq axes :

- Promouvoir un cadre légal, réglementaire et une supervision efficaces
- Assainir et renforcer le secteur de la microfinance
- Promouvoir les innovations favorables à l'inclusion financière des populations exclues (jeunes, femmes, PME, populations rurales et à faible éducation financière, personnes vivant avec un handicap, etc.)
- Renforcer l'éducation financière et la protection du client de services financiers
- Mettre en place un cadre fiscal et des politiques favorables à l'inclusion financière.

Dans cet esprit, la BCEAO mène actuellement une recherche d'envergure dans les huit pays de l'UEMOA, afin d'établir un état des lieux, avant de proposer une éducation financière à ses populations, en milieu scolaire comme en dehors. Les résultats de la recherche en cours seront un excellent point de départ pour un diagnostic réel, basé sur les contributions des parties prenantes mais surtout des citoyens / consommateurs. Des modules pourront être proposés à chaque groupe ciblé, selon leur âge, niveau d'éducation, genre, milieu (urbain ou rural), secteur d'activité, etc. Si le pari d'intégrer ces modules de manière homogène dans les huit pays de l'union est gagné, alors un pas de géant aura été effectué.

D'ici là, toutes les occasions et opportunités seront bonnes à saisir pour l'intégration nationale, tels que certains événements phares comme les réformes curriculaires d'un pays. Le pilotage d'un nouveau contenu ou d'un projet en cours mis en oeuvre avec le curriculum d'Aflatoun sont de bonnes opportunités de plaider également. Ainsi, un changement régional radical pouvant prendre du temps, il serait important de ne sous-estimer aucune avancée et d'apprendre des expériences déjà vécues. En l'occurrence, il n'est pas toujours nécessaire pour un pays d'avoir une stratégie explicite d'éducation financière ou d'inclusion financière pour explorer les possibilités / opportunités d'intégration nationale. Un large développement de l'éducation ou des politiques économiques peuvent déjà fournir le cadre dans lequel les éléments les plus appropriés de l'ESF peuvent être intégrés dans le curriculum.

Il faut aussi noter et accepter qu'il existe différentes forces et faiblesses pour chaque approche d'intégration, le plus important étant de se baser sur les besoins des pays, sur le processus et surtout sur les résultats. Enfin, lorsque l'ESF n'est pas enseignée comme une discipline séparée, il est important de penser à l'« héberger » dans des thématiques essentielles et importantes, car ce sont les domaines sur lesquels les enseignants se concentrent et s'assurent que les objectifs sont atteints (Vehuliza, 2019).

3.3. Persuader les décideurs politiques et éducatifs

L'un des principaux défis pour intégrer avec succès l'éducation financière dans les écoles consiste à persuader les décideurs politiques et éducatifs de faire de la place dans le programme. Il existe de nombreuses demandes concurrentes pour les places dans le programme : l'éducation financière doit, en effet, rivaliser pour l'espace avec des matières alternatives, telles que la nutrition ou le changement climatique. Aussi convaincants que soient les arguments en faveur de l'éducation des élèves à l'utilisation rationnelle de l'argent, peu de progrès sont susceptibles d'être réalisés à moins que les décideurs politiques et éducatifs concernés - au niveau national et, le cas échéant, local - soient acquis à la cause et apportent leur soutien. Ainsi, ceux qui cherchent à promouvoir des programmes d'éducation financière doivent identifier attentivement les personnes ressources dont le soutien est nécessaire, sinon indispensable.

Fort heureusement, le Sommet «Transformer l'éducation» de 2022 et la Déclaration de vision du Secrétaire Général des Nations Unies sur la transformation de l'éducation ont été une occasion supplémentaire de reconnaître l'importance des compétences socio-émotionnelles, financières et entrepreneuriales dans l'éducation. Cependant, en règle générale, les décideurs politiques et éducatifs, que ce soit au niveau national, régional ou scolaire, ne reconnaissent pas nécessairement l'importance de l'éducation financière, ne comprennent pas comment elle peut être intégrée dans le programme scolaire ou ne savent pas ce qui est disponible pour aider à fournir une éducation financière efficace. Dans ces circonstances, il est important de mettre en place un plan de communication et un plaidoyer efficaces pour s'assurer que les principaux décideurs disposent d'informations appropriées sur ce type de questions.

Dans de nombreux pays, un large éventail d'organisations est impliqué, d'une manière ou d'une autre, dans l'offre d'éducation financière. En règle générale, cela peut inclure des gouvernements ou agences gouvernementales ; un gouvernement local; les régulateurs des services financiers et les banques centrales ; divers organismes éducatifs; les entités du secteur privé, telles que les entreprises de services financiers et les organismes commerciaux. Chacun de ces types d'organismes a intérêt à développer les compétences financières des jeunes.

Dans les pays dotés de programmes d'éducation financière bien développés, le gouvernement, une agence gouvernementale, un régulateur des services financiers ou la banque centrale a généralement joué un rôle vital dans la direction et la coordination de l'initiative. Ces organisations sont généralement aussi les principaux, voire les seuls, fournisseurs des ressources nécessaires pour développer et soutenir les programmes d'éducation financière.

Certaines organisations du secteur privé, telles que les entreprises de services financiers, ont fait de l'éducation financière l'un des principaux thèmes de leurs activités de responsabilité sociale des entreprises. De même, certaines fondations caritatives incluent l'éducation financière parmi leurs objectifs. Par contre, il est important que, lorsque le secteur commercial est impliqué dans la fourniture d'une éducation financière, des garanties soient mises en place pour éviter toute commercialisation, ou l'apparence d'une commercialisation, de produits ou de services, ce qui peut se révéler très difficile dans notre région (UEMOA). Les programmes réussis impliquent généralement une approche de partenariat, impliquant une gamme d'organisations de différents secteurs, pour la prestation de l'éducation financière dans les écoles.

Ainsi, la fourniture d'une éducation financière efficace aux écoliers (primaire et secondaire, ainsi qu'aux étudiants des universités et des collèges, peut donc jouer un rôle important dans une stratégie globale d'éducation financière. De nombreuses réalités existent, à un degré plus ou moins élevé, selon les régions du monde ; mais en général, des réalités qui s'appliquent à tous ou à la majorité des pays de nos jours, sont listées ci-dessous par Mundy (2008) :

- L'éducation financière peut potentiellement être dispensée à tous les écoliers de certaines tranches d'âge : ils constituent en effet un public homogène. Une couverture quasi universelle de ce type n'est pas réalisable pour les adultes (en dehors du système scolaire) ;
- Les jeunes sont susceptibles d'être plus réceptifs à l'éducation que les personnes plus âgées ;
- De plus en plus, les enfants font des achats importants dès leur plus jeune âge et certains d'entre eux peuvent influencer les dépenses familiales ;
- Les enfants et les jeunes sont aussi des groupes cibles importants pour la publicité et le marketing (ex : réseaux sociaux) ;
- De nombreux écoliers plus âgés doivent réfléchir aux implications financières de la poursuite ou non de leurs études ;
- Les jeunes prennent de plus en plus de décisions financières qui pourraient avoir un impact significatif sur leur bien-être, par exemple en les exposant au risque d'accumuler des dettes importantes ;
- Les apprenants d'aujourd'hui sont les consommateurs de demain. L'éducation financière peut aider à leur fournir les éléments de base dont ils auront besoin pour prendre des décisions financières judicieuses tout au long de leur vie. Si des attitudes responsables et de bonnes habitudes sont inculquées aux gens à un âge précoce, ils sont moins susceptibles d'avoir des difficultés financières plus tard dans la vie et sont plus susceptibles de prendre des dispositions financières pour leur avenir ;
- De nombreux parents manquent de connaissances et de capacités pour bien gérer leur argent et ne sont donc pas en mesure de fournir des conseils efficaces à leurs enfants. Il existe des exemples d'étudiants, qui ont eux-mêmes bénéficié d'une éducation financière, aidant leurs parents à gérer leurs finances.

Cependant, pour un plaidoyer significatif, il manque encore des résultats de recherche montrant l'impact de l'éducation financière sur les attitudes à l'égard de la gestion de l'argent et sur les comportements futurs probables / anticipés. Toutefois, des leçons peuvent être tirées des pays qui ont fait le plus de progrès dans la mise en place de programmes efficaces d'éducation financière et qui peuvent aider à surmonter les défis listés ci-dessus. Comme le prônent les approches d'Aflatoun, l'éducation financière peut être intégrée dans des matières déjà existantes (telle que la citoyenneté) en plus ou au lieu d'être dispensée en tant que matière séparée; les enseignants peuvent être aidés, grâce à la formation et à la fourniture de matériel et de plans de cours éprouvés, à devenir compétents et confiants dans l'enseignement de l'éducation financière ; la mise à disposition de supports attrayants et surtout digitaux (dans les milieux où cela est pertinent) pour répondre aux besoins d'une grande

partie de la population, désormais connectée à internet et se servant d'une multitude d'outils numériques / réseaux sociaux.

CONCLUSION

La littératie financière ne doit pas être considérée comme acquise, même dans les pays dotés de marchés financiers très développés, ni être corrélée au niveau d'études des individus. Dans de nombreux pays où des recherches ont été menées, il est apparu que les jeunes n'ont pas beaucoup de compétences financières et le reconnaissent. En revanche, les personnes âgées se considèrent systématiquement comme très bien informées malgré le fait qu'elles sont en réalité moins compétentes financièrement que la moyenne (Lusardi et Mitchell, 2011).

Une autre remarque importante à faire est que la littératie financière influence la planification de la retraite, et non l'inverse. Une fois l'âge de la retraite atteint, il devient difficile de rectifier certaines erreurs financières (ex : manque d'épargne) ou de démarrer de nouveaux investissements. En somme, partout dans le monde, la littératie financière est essentielle et le plus tôt est toujours le mieux.

Aujourd'hui, la multitude de produits financiers, physiques ou digitaux disponibles sont devenus de réels produits de consommation. De nombreux pays, développés ou non, comprennent désormais l'importance de rendre l'éducation financière accessible à toutes les franges de la population. Pour mieux protéger les consommateurs mais aussi préserver leurs économies et aider leurs institutions financières à rendre leurs produits accessibles, les États se doivent de contribuer activement et vigilement à l'éducation financière (Slaoui et al., 2020).

Dans la plupart des pays sous-développés, plusieurs groupes restent marginalisés du fait de leur ignorance ou incompréhension des produits financiers existants. Ce fait peut être étroitement lié au niveau d'éducation ou d'alphabétisation des populations même si, comme souvent souligné, être diplômé (e) ne garantit en rien une éducation financière avérée.

Malgré de grandes avancées, des efforts restent donc à mener. A défaut d'une éducation sur le long terme, un accompagnement sur des questions financières reste vital pour éviter certaines erreurs financières comme l'achat de produits financiers sans en connaître l'utilité. Un tel accompagnement protégera davantage les populations, y compris les personnes ayant contracté un crédit à la consommation qui enregistrent souvent des scores très faibles en termes d'éducation financière et représentent une cible principale pour certaines institutions financières.

Des politiques publiques spécifiques aux enfants et aux jeunes sont également préconisées, notamment par l'insertion de l'éducation financière tout au long du cursus scolaire et universitaire, quel que soit le domaine d'études. Les institutions financières ont également un important rôle à jouer dans l'accroissement de services et produits ciblant les enfants et les jeunes, afin de les amener à une meilleure gestion de leurs finances à l'âge adulte.

Pour un réel impact positif, les curricula d'éducation financière doivent impérativement prendre en compte le contexte des populations auxquelles ils sont adressés (niveau d'éducation ; taux de chômage ; besoins réels du marché de l'emploi, etc). Il est également important d'évaluer quels programmes peuvent le mieux aider les gens à prendre de bonnes décisions financières puisque c'est l'une des finalités majeures de l'éducation financière. Les programmes d'éducation financière seront aussi plus efficaces s'ils ciblent différents sous-groupes de population, en fonction de leurs réalités (ethnies/races ; milieu rural ou urbain, etc).

En contexte africain, Messy et Monticone (2012) estiment que même si dans certains pays les autorités publiques (gouvernements et banques centrales) sont engagées dans l'élaboration de stratégies nationales d'éducation financière, un grand nombre d'initiatives - principalement mises en œuvre par des organisations à but non lucratif et le secteur privé - manquent de coordination à l'échelle nationale. Les auteurs préconisent une plus grande implication des institutions publiques dans l'éducation financière et l'élaboration de stratégies nationales, en coordination avec d'autres parties prenantes concernées. Cela permettrait de sensibiliser la population à l'importance de l'éducation

financière, d'éviter la duplication des ressources, de mieux identifier les besoins et les lacunes de la population.

Renforcer l'introduction de l'éducation financière dans les écoles chaque fois que possible, compte tenu notamment de la forte proportion de jeunes dans la population est donc une recommandation majeure. La dernière et non moins importante recommandation concerne l'amélioration de l'autonomisation des femmes, grâce à ces initiatives d'éducation financière (Hung et al, 2012).

Nous espérons que les résultats des travaux de recherche actuellement menés par la BCEAO seront un levier important pour réussir l'introduction de l'éducation financière dans les curricula nationaux. Une fois cet objectif atteint, nous espérons également qu'il fera tâche d'huiles dans les autres zones du continent, balisant ainsi la voie à de futurs citoyens et consommateurs Africains avertis.

BIBLIOGRAPHIE

- Aflatoun International (2005). *Manuel du partenaire*. Aflatoun: Amsterdam.
- BCEAO. (2020). Évolution des indicateurs de suivi de l'inclusion financière dans l'UMEOA. <https://www.bceao.int>
- Bomda, J. (2016). *Study on the Integration Process of Aflatoun Curricula in Cameroon*. (Evaluation report). Aflatoun International
- Bucher-Koenen, T., Lusardi, A., Alessie, R., & Van Rooij, M. (2017). How financially literate are women? An overview and new insights. *Journal of Consumer Affairs*, 51(2), 255-283.
- Bucher-Koenen, T., Hackethal, A., Koenen, J., & Laudenbach, C. (2021). Gender differences in financial advice.
- Capal, J., Vehuliza, I., Miyamoto, T., Monasch, R. (2022). *The state of financial education around the world – results from a desk review in 214 countries*. [Non publié]. Aflatoun International
- Hung, A., J. Yoong et E. Brown (2012), « Le rôle de la sensibilisation et l'éducation financière dans l'autonomisation des femmes », *OECD Working Papers on Finance, Insurance and Private Pensions*, n° 14, Éditions OCDE, Paris. <https://doi.org/10.1787/5k9d5v6kh56g-en>
- Klapper, L., & Lusardi, A. (2020). Financial literacy and financial resilience: Evidence from around the world. *Financial Management*, 49(3), 589-614.
- Kouet Bi, K. G. C. K., & Cherkaoui, M. (2021). Monnaie électronique et inclusion financière: Essai d'analyse dans les pays de l'UEMOA. *Alternatives Managériales Economiques*, 3(4), 622-639.
- Lusardi, A., & Mitchell, O. S. (2011). Financial literacy around the world: an overview. *Journal of pension economics & finance*, 10(4), 497-508.
- Lusardi, A., & Mitchell, O. S. (2014). The economic importance of financial literacy: Theory and evidence. *American Economic Journal: Journal of Economic Literature*, 52(1), 5-44.
- Lusardi, A., Michaud, P. C., & Mitchell, O. S. (2017). Optimal financial knowledge and wealth inequality. *Journal of political Economy*, 125(2), 431-477.
- Mandell, L. (2008). Financial literacy of high school students. *Handbook of consumer finance research*, 163-183.
- Masolo, J., Aflatoun International. (2017). *Experiences, challenges and lessons learnt from the process of mainstreaming financial literacy into the primary and secondary school curricula in Kenya*. (Evaluation report). Aflatoun International
- Messy, F. A., & Monticone, C. (2012). The status of financial education in Africa.
- Mundy, S. (2008). Financial education programmes in schools: Analysis of selected current programmes and literature. *OECD Journal: General papers*, (3-4), 53.
- OECD. (2005). Recommendation on Principles and Good Practices for Financial Education and Awareness. <http://www.oecd.org/dataoecd/7/17/35108560.pdf>
- Slaoui, C. B., Boulahoual, A., & Dinia, M. (2020). Institution financière et promotion de l'éducation financière au maroc: entre objectifs et réalisations. *International Journal of Economics and Management Research*, 1(2), 124-153.
- UNESCO (2021). *Formation à l'entrepreneuriat pour les institutions d'EFTP - Un guide pratique*. UNESCO. https://unevoc.unesco.org/pub/entrepreneurial_learning_guide_fr.pdf
- UNICEF (2019). Note technique – programmes de compétences de vie pour l'autonomisation des adolescentes – notes pour les professionnels sur les méthodes éprouvées. Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et Fonds des Nations

- Unies pour l'enfance (UNICEF). <https://www.unicef.org/media/104846/file/Life-skills-technical-note-2019-French.pdf>
- Vehuliza, I. (2019). *National Integration Internal Guidelines* [Présentation interne, non publiée]. Aflatoun International